



DECLARATION DE M. EMMANUEL MAUREL
CHEF DE LA DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN
MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DE L'UE EN TUNISIE

Tunis, le 8 octobre 2019

Mesdames, Messieurs, chers amis

À mon tour de vous souhaiter la bienvenue. J'ai eu le plaisir de présider la délégation du Parlement européen venue en Tunisie observer les élections législatives, délégation composée de quatre députés issus de trois groupes politiques (Mme Evren et M. López Gil du PPE, Mme Maldonado López du S&D, et moi-même, du groupe de la Gauche Unitaire Européenne). Nous avons eu le plaisir de rencontrer les tunisiennes et les tunisiens dans différents bureaux de vote, et souhaitons saluer le dévouement et le professionnalisme de celles et ceux qui ont permis le bon déroulement des opérations de vote ; un mot particulier pour les jeunes citoyens présents en nombre parmi les observateurs, et singulièrement les jeunes femmes dont la motivation, la détermination, la rigueur, ont forcé notre admiration.

Nous avons également eu la chance de participer à des rencontres de haut niveau avec les représentants des autorités indépendantes, des pouvoirs constitués, des partis politiques et des organisations de la société civile, qui ont contribué à élargir notre vision : cette diversité, ce pluralisme, témoigne d'une transition démocratique vivante et réussie.

Je voudrais tout d'abord, au nom de mes collègues, confirmer le soutien du Parlement européen aux conclusions qui viennent d'être présentées par le Chef Observateur, Fabio Massimo Castaldo. L'évaluation du scrutin de dimanche, tel qu'il vient de l'énoncer, reflète en effet bien l'importance de ces élections dans le processus de consolidation démocratique de la Tunisie. Je voudrais juste revenir sur quelques aspects de ce scrutin et leur portée.

Tout d'abord, ces élections législatives ont été bien préparées. De l'avis de toutes les parties rencontrées, les institutions en charge se sont acquittées de leurs tâches de façon tout à fait satisfaisante. Pour l'Union européenne, ce qu'a accompli votre pays depuis sa révolution est remarquable, et nous sommes fiers d'avoir toujours été à ses côtés, à encourager les Tunisiens sur la voie des réformes.

Certes, un certain nombre de points, d'ordre technique, peuvent être améliorés. Ainsi, le décalage entre le corpus législatif-réglementaire relatif au financement des campagnes électorales, et la réalité moins positive des capacités de contrôle et de mise en œuvre de ses dispositions reste problématique. Il conduit inévitablement à une forme de rupture dans l'égalité entre les candidats devant les électeurs, inégalité qui mériterait d'être corrigée. Une meilleure allocation des ressources en faveur des organismes en charge du contrôle des financements et des redressements éventuels nous semblerait opportune.

Le message adressé par les électeurs, en continuité avec le premier tour du scrutin présidentiel est mitigé et ambivalent: fragmentation du paysage politique, taux d'abstention important, « démagisme » envers les partis traditionnels, notamment en raison d'une insatisfaction face à la situation sociale et économique dans le pays. Mais en même temps, aspiration aux changements concrets pour l'amélioration des conditions de vie matérielles et morales du plus grand nombre.

Nous connaissons dans plusieurs pays de l'Union européenne ces tendances qui traduisent une forme de la lassitude et de désenchantement, une montée de la défiance envers les responsables publics. C'est aussi pour cette raison que nous sommes aux côtés de la Tunisie : nous faisons face aux mêmes défis, nous sommes confrontés aux mêmes impatiences et aux mêmes insatisfactions légitimes.

J'aimerais enfin revenir sur le ton et la forme de cette campagne électorale législative : force est de constater que celle-ci a été atone, sans grand relief, les partis, les médias, et d'une certaine façon les électeurs concentrant leur attention et leur intérêt sur la campagne présidentielle. Celle-ci a éclipsé la campagne législative, en raison des résultats inattendus du premier tour, ainsi que du sort et des prises de positions des compétiteurs du second tour. C'est à la fois paradoxal et surprenant, dans la mesure où l'avenir des tunisiens se joue principalement au sein de l'Assemblée des Représentants du Peuple, la Tunisie étant une république parlementaire. Une certaine culture et tradition présidentielles du pouvoir en Tunisie y est sûrement pour quelque chose.

Toujours est-il que l'Assemblée des Représentants du Peuple a et aura un rôle central dans le suivi des recommandations que cette mission d'observation présentera dans quelques mois. Les députés tunisiens auront pour tâche de mettre en œuvre les mesures qui consolideront plus encore les processus électoraux, épine dorsale de la démocratie. Le Parlement européen veut participer à cet effort de mise en œuvre, et, comme il l'a fait depuis 2011, se tiendra ainsi aux côtés de l'Assemblée des Représentants du Peuple pour – si elle le souhaite – la soutenir dans cet effort.

Je le répète : le soutien de l'UE à la Tunisie ne s'est jamais démenti. Nous avons construit avec vous un partenariat stratégique qui a vocation à se renforcer encore. Plus important : en accompagnant un processus de transition démocratique unique, nous avons conscience que nous partageons plus que des intérêts et des valeurs : une communauté de destin.

Je vous remercie.